

militaires. Nous délibérons sur l'Alliance en ce moment, et elle semble assez stable pour survivre à hier et à aujourd'hui. Le 10 avril, dans un éditorial, le *Times* de New York rappelait que chaque année depuis la création de l'Alliance, on la disait en désarroi. Mais elle a toujours eu plus d'éléments centripètes que centrifuges. L'éditorial ajoute qu'un règlement en Europe demeure la grande tâche en souffrance d'un monde agité.

Puis-je rappeler à la Chambre que mon chef et mon parti ne prétendent pas un instant qu'un règlement en Europe soit la seule chose inachevée dans le monde. Des députés des deux côtés de la Chambre ont évoqué, fort exactement d'ailleurs, ce Tiers-Monde pressé de tous les côtés, affamé et malade, qui demande notre attention et notre compassion. Le Tiers-Monde demande l'attention et la compassion de l'Alliance de l'OTAN.

L'amendement du chef de l'opposition (M. Stanfield) a été spécialement conçu pour attirer l'attention sur la nécessité d'accroître et non de réduire nos obligations internationales.

**Des voix:** Bravo!

**M. Fairweather:** Cet amendement a été rédigé en reconnaissance des paroles toujours valables prononcées par un diplomate canadien distingué, M. Escott Reid, qui, un jour a déclaré que les deux questions mondiales les plus importantes au cours des 20 prochaines années sont de savoir comment accélérer le taux dangereusement lent de la croissance économique des deux tiers du monde où les gens sont pauvres et comment réduire l'écart dangereusement vaste entre la Chine et le reste du monde.

A mon avis, notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) et notre ministre de la Défense nationale (M. Cadieux) doivent au cours des années 1960 et 1970, exercer le rôle de direction assumé par leurs prédécesseurs il y a 20 ans.

**Des voix:** Bravo!

**M. Fairweather:** Notre pays doit être à l'avant-garde de ceux qui cherchent à faire de l'OTAN un forum multilatéral, où l'Est et l'Ouest pourront se rencontrer, sorte de contre-poids au moyen de propagande préconisée par l'Union soviétique et annoncé comme une conférence sur la sécurité européenne.

Nous avons besoin, de concert et non tout seuls, de procéder à une réduction mutuelle de nos forces. Nous avons besoin, de concert et non tout seuls, d'effectuer un contrôle des armements. Nous avons besoin, de concert, d'un plan universel d'accès à Berlin. Nous avons besoin, de concert de libéraliser les voyages, le commerce et les échanges culturels entre l'Ouest et l'Est.

[M. Fairweather.]

Ce débat nous permet de nous demander si le Canada peut continuer à jouer un rôle vraisemblable à l'égard de ces objectifs et d'autres également, si nous faisons fi du principe collectif de l'Alliance. Voici ce que dit l'*Economist* du 12 avril:

Si minimes que soient les montants en jeu, toute réduction unilatérale compromet le principe collectif.

Voilà la question. Le Canada a entrepris une réduction unilatérale. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit cet après-midi que la décision du Canada n'est pas négociable, ce qui est, et je pense que son collègue le ministre du Travail (M. Mackasey) l'admettra, une façon assez singulière d'entamer le processus de consultation avec nos alliés annoncé par le gouvernement. Si le gouvernement entend par le mot «consultation», ce qu'entendent les éditeurs de l'*Oxford Dictionary*, action de prendre avis, de demander des renseignements et des conseils, on peut contester le bien-fondé du processus si, avant de prendre avis ou de demander des renseignements et des conseils, le gouvernement a déjà fermé la porte en disant «Ce n'est pas négociable».

**Des voix:** Bravo!

**M. Fairweather:** Un des témoins distingués que le comité des affaires extérieures et de la défense était le général Charles Foulkes, qui a préconisé que le Canada joue un rôle différent au sein de l'Alliance. Si la déclaration obscure du gouvernement aboutit à la création d'une force très mobile, rares seraient ceux qui trouveraient à redire de cette décision militaire. Toutefois, tous les avis que j'ai entendus en Europe mettaient l'accent sur l'importance de la présence de forces canadiennes sur le continent. Les motifs s'en trouvent dans les forces armées mêmes, et j'ai eu la naïveté de poser à Bruxelles,—sans doute dans ma candeur d'étranger—la question suivante: Du point de vue strictement militaire, n'est-il pas sensé de croire qu'il est utile d'avoir des troupes dans un milieu autre que le continent américain? Évidemment, on m'a répondu oui.

Je ne considère pas l'OTAN et notre participation à cette organisme comme un prolongement de l'attitude moutonnaire et un peu défraîchie sur les bords d'un Canada à la remorque des États-Unis et du Royaume-Uni. En fait, l'OTAN nous permet de jouer un rôle en Europe qui continue en dépit des autres engagements et aspirations que nous avons sur le plan international.

**Des voix:** Bravo!

**M. Fairweather:** Comme a dit l'*Economist* il s'agit d'un aspect crucial de notre politique étrangère. Nous traitons, j'espère, de faits